ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, par le Ministre de l'Education nationale et par le Ministre-Secrétaire d'Etat à l'Education nationale, le 9 décembre 1967, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant règlement des études conduisant au diplôme d'auxiliaire social", a donné le 18 mars 1968 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e december 1967 door de Minister van Justitie, door de Minister van Nationale Opvoeding en door de Minister-Staatssecretaris voor Nationale Opvoeding verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende regeling van de studie ter verkrijging van het diploma van maatschappelijk assistent", heeft de 18e maart 1968 het volgend advies gegeven :

I. OBJET DU PROJET.

Le projet remplace l'arrêté royal du 28 février 1952 organique de l'enseignement du service social.

Le règlement des études d'auxiliaire social en projet :

- s'aligne sur le règlement général des études d'enseignement technique supérieur, l'arrêté royal du 14 novembre 1962, qui est rendu applicable aux études d'auxiliaire social;
- supprime l'enseignement préparatoire aux études d'auxiliaire social;
- prévoit la création d'un jury central d'admission aux études;
- réorganise la collaboration entre les Ministres de l'Education nationale et de la Justice (articles 9, 12, 13, 16 à 18).

II. PREAMBULE.

La base légale du projet étant l'article 17 des lois coordonnées sur l'enseignement technique, l'alinéa 2 du préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu les lois sur l'enseignement technique, coordonnées le 30 avril 1957, notamment l'article 17;".

.../...

Il ne s'indique pas de mentionner au préambule l'arrêté royal du 29 août 1966 auquel se réfère l'article 14 du projet; cet arrêté royal ne constitue pas le fondement légal de cet article.

La motivation de l'arrêté, qui n'est pas requise en l'espèce, peut être omise sans inconvénient.

Article 13.

Aux termes de l'article 24, § 2, des lois coordonnées sur l'enseignement technique, la création des établissements de l'espèce doit se faire par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Article 14.

Cet article n'est pas clair.

Dans la mesure où cet article s'applique au personnel de l'enseignement subventionné et où il entrerait dans les intentions du Gouvernement de fixer les conditions de capacité auxquelles ce personnel doit répondre pour pouvoir enseigner, la disposition serait contraire au principe de la liberté d'enseignement.

Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement la portée exacte du texte devrait être précisée.

.../

Article 15.

Conformément aux déclarations du fonctionnaire délégué, cet article doit être omis.

Article 17.

Les mots "met de goedkeuring" ne sont pas en concordance avec le texte français de l'article.

Article 21.

Dans l'ignorance où le Conseil d'Etat se trouve au sujet de la portée exacte de l'article 14, il ne peut se prononcer quant au maintien, à la modification ou à la suppression du présent article.

Article 22.

L'intention du Gouvernement est de permettre à l'étudiant qui a été admis en première année d'études selon le régime actuel et qui ne se trouverait pas dans les conditions prévues par l'article 2 de l'arrêté en projet, de poursuivre ses études jusqu'à leur achèvement.

La fixation d'un délai de trois ans irait à l'er contre de cette intention en cas d'échecs en cours d'études.

Article 23.

Il conviendrait de faire entrer l'arrêté en vigueur à une date qui coïncide avec le début d'une année d'études.

\+

\+ +

Il est proposé de grouper les dispositions du projet d'une manière qui s'inspire de l'arrêté royal du 14 novembre 1962.

Si cette suggestion est retenue, le projet pourrait être présenté comme suit:

" CHAPITRE Ier. - NATURE ET DUREE DES ETUDES.

Article 1er (article 1er du projet).

Les études organisées en vue de la délivrance du diplôme d'auxiliaire social sont réglées conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'enseignement technique supérieur et du présent arrêté.

.../...

Article 2 (articles 3, partim, et 4, alinéa 2, du projet).

Les études visées à l'article 1er ont une durée de trois années au moins.

Elles s'étendent sur 3.200 périodes au moins et sur 3.700 périodes au plus, y compris un minimum de 1.120 périodes de stage.

CHAPITRE II. - ORGANISATION DES ETUDES.

Article 3 (article 4, alinéa 1er, du projet).

Les études comprennent ...

Article 4 (article 5, partim, du projet).

§ 1er. Les cours faits dans les écoles de service social se répartissent en :

A. Cours obligatoires.

I. Cours généraux ...

II. Cours techniques .

.../...

B. Cours à option.

Ces cours portent sur les matières suivantes :

I. ...

II. ...

III. ...

§ 2. Le programme minimum des cours obligatoires est arrêté de commun accord par le Ministre de la Justice et le Ministre de l'Education nationale.

§ 3. Il est constitué, avec l'approbation des Ministres de la Justice et de l'Education nationale, des groupes de cours à option ; chaque groupe comporte cinq périodes par semaine.

Le nombre de groupes de cours ne peut être supérieur au nombre obtenu en divisant par cinq le nombre d'élèves inscrits en troisième année.

Chaque élève de troisième année choisit un groupe de cours.

.../...

Article 5 (article 5, dernier alinéa, du projet)).

Il peut être fait appel à des spécialistes pour donner, à raison de dix-huit périodes par an au maximum, des conférences sur des sujets qui sont en rapport avec la matière des cours inscrits au programme.

CHAPITRE III. - CONDITIONS D'ADMISSION.

Article 6 (article 2 du projet).

Pour pouvoir être admis comme élève régulier en première année, il faut :

1° être porteur ... ;

2° atteindre l'âge de dix-huit ans au plus tard le 31 décembre de l'année de l'organisation de l'examen d'admission devant le jury prévu à l'article 31 de l'arrêté royal du 14 novembre 1962 et réussir cet examen.

CHAPITRE IV. - SANCTION DES ETUDES.

Article 7 (article 3, partim, et article 6 du projet).

Il y a trois examens de fin d'année et un examen de fin d'études.

Les examens ... (article 6) ...

Article 8 (article 7 du projet).

L'examen de fin d'études comprend :

1° la présentation d'un mémoire personnel et critique de recherche ou d'observation sociales concernant un sujet en relation avec les stages dirigés de troisième année;

.../...

2° la discussion du mémoire devant le jury ainsi qu'une interrogation sur ce mémoire.

Articles 9 à 12 (articles 8 à 11 du projet, sous réserve de modifier la référence figurant à l'article 8, 2°).

...

Article 13 (article 12 du projet).

Les diplômes ne peuvent être délivrés qu'après avoir été revêtus de la signature d'un délégué du Ministre de l'Education nationale et d'un délégué du Ministre de la Justice ainsi que du sceau du Ministère de l'Education nationale et de celui du Ministère de la Justice.

CHAPITRE V. - ETABLISSEMENTS ET SECTIONS D'ETABLISSEMENT

Articles 14 et 15 (articles 13 et 14 du projet).

... (voir avis) ...

Article 16 (article 16 du projet).

...

CHAPITRE VI. - JURY CENTRAL.

Article 17 (article 17 du projet).

Le président, le vice-président, les membres et secrétaire de la section du jury central chargé de pr céder à l'examen d'admission aux études d'auxiliaire social sont nommés par le Ministre de l'Education na nale en accord avec le Ministre de la Justice.

Article 18 (article 18 du projet).

...

CHAPITRE VII. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 19 (article 20 du projet).

Les sections préparatoires créées par l'Etat en vertu de l'article 29 de l'arrêté royal du 28 février 1952 seront supprimées au plus tard dans les trois ans de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les subventions de l'Etat aux autres sections préparatoires seront supprimées dans le même délai.

Article 20 (article 21 du projet).

... (voir avis) ...

Article 21 (article 22 du projet).

L'étudiant qui a été admis à suivre les cours en vertu de l'article 7 de l'arrêté royal du 28 février 1952 et les a suivis depuis un an lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, peut poursuivre et achever ses études à condition de ne pas les interrompre volontairement, sans qu'il doive satisfaire aux prescriptions de l'article 6 du présent arrêté.

CHAPITRE VIII. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 22 (article 23 du projet).

... (voir avis) ...

.../

Article 23 (article 19 du projet).

L'arrêté royal du 28 février 1952 organique de l'enseignement du service social, modifié par les arrêtés royaux des 7 novembre 1953 et 16 août 1963, est abrogé.

Article 24 (article 24 du projet) .

.... ".

I. DOEL VAN HET ONTWERP.

Het ontwerp vervangt het koninklijk besluit van 28 februari 1952 tot regeling van het onderwijs van maatschappelijk dienstbetoon.

De ontwerp-regeling voor de studierichting maatschappelijk assistent :

- is afgestemd op de algemene regeling van de studie in het hoger technisch onderwijs, het koninklijk besluit van 14 november 1962, dat toepasselijk wordt verklaard op de studierichting maatschappelijk assistent ;
- schaft het onderricht tot voorbereiding op de studierichting maatschappelijk assistent af ;
- voorziet in de oprichting van een centrale toelatingscommissie ;
- reorganiseert de samenwerking tussen de Minister van Nationale Opvoeding en de Minister van Justitie (artikelen 9, 12, 13, 16 tot 18).

II. AANHEF.

Rechtsgrond voor het ontwerp is artikel 17 van de gecoördineerde wetten op het technisch onderwijs. Het tweede lid van de aanhef moet dan ook als volgt worden gelezen :

.../...

"Gelet op de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd op 30 april 1957, inzonderheid op artikel 17;".

Het koninklijk besluit van 29 augustus 1966, waar artikel 14 van het ontwerp naar verwijst, hoeft in de aanhef niet te worden vermeld ; het levert geen rechtsgrond op voor dat artikel.

De motivering van het besluit is hier niet vereist en kan zonder bezwaar vervallen.

Artikel 13.

Luidens artikel 24, § 2, van de gecoördineerde wetten op het technisch onderwijs moeten inrichtingen als hier bedoeld tot stand worden gebracht bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Artikel 14.

Dit artikel is niet duidelijk.

Voor zover het toepassing vindt op het personeel van het gesubsidieerd onderwijs en voor zover de bedoeling van de Regering mocht zijn, de bekwaamheidseisen vast te stellen waaraan dat personeel moet voldoen om onderwijs te mogen geven, zou de bepaling in strijd zijn met het beginsel van de vrijheid van onderwijs.

Bedoelt de Regering het niet zo, dan zou de juiste strekking van de tekst nader moeten worden aangegeven.

Artikel 15.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, moet dit artikel vervallen.

Artikel 17.

De woorden "met de goedkeuring" stemmen niet overeen met de Franse tekst van het artikel.

Artikel 21.

Aangezien de Raad van State niet weet welke de juiste strekking van artikel 14 is, kan hij ook niet zeggen of artikel 21 behouden, gewijzigd of geschrapt moet worden.

Artikel 22.

De Regering wil de volgens de thans geldende regeling tot het eerste leerjaar toegelaten leerlingen die niet mochten voldoen aan de eisen van artikel 2 van het ontwerpbesluit, in de gelegenheid stellen om af te studeren.

Met een tot drie jaar beperkte termijn is dit onmogelijk als de betrokkene in de loop van zijn studie éénmaal niet slaagt.

.../...

Artikel 23.

Het besluit dient in werking te worden gesteld op een dag waarop een schooljaar begint.

*
* *

Voorgesteld wordt, de bepalingen van het ontwerp te groeperen zoals gedaan is in het koninklijk besluit van 14 november 1962.

Wordt hierop ingegaan, dan kan het ontwerp er als volgt uitzien :

" HOOFDSTUK I.- AARD EN DUUR VAN DE STUDIE.

Artikel 1 (artikel 1 van het ontwerp).

De studie met het oog op het verkrijgen van het diploma van maatschappelijk assistent wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 14 november 1962 houdende algemene regeling van de studiën in het hoger technisch onderwijs, en van dit besluit.

Artikel 2 (artikel 3, partim, en artikel 4, tweede lid, van het ontwerp).

De in artikel 1 bedoelde studie duurt ten minste drie jaar.

Zij omvat ten minste 3.200 en ten hoogste 3.700 lestijden, waaronder een stage van ten minste 1.120 lestijden.

.../...

HOOFDSTUK II.- INRICHTING VAN DE STUDIE.

Artikel 3 (artikel 4, eerste lid, van het ontwerp).

De studie omvat algemene leervakken, technische leervakken, beroepspraktijk en stages. De beroepspraktijk omvat praktische oefeningen, seminaries en bezoeken.

Artikel 4 (artikel 5, partim, van het ontwerp).

§ 1. De in de sociale scholen onderwezen leervakken zijn ingedeeld als volgt :

A. Verplichte vakken :

I. Algemene vakken ...
II. Technische vakken ...

B. Keuzevakken :

Deze vakken betreffen de volgende leerstof :

I. ...
II. ...
III. ...

§ 2. Het minimumprogramma van de verplichte vakken wordt in onderlinge overeenstemming vastgesteld door de Minister van Justitie en de Minister van Nationale Opvoeding.

§ 3. Met goedkeuring van de Ministers van Justitie en van Nationale Opvoeding worden groepen van keuzevakken vastgesteld ; elke groep omvat vijf lestijden per week.

Het aantal groepen mag niet hoger zijn dan het getal dat verkregen wordt als het aantal derdejaarsleerlingen gedeeld wordt door vijf.

Elke derdejaarsleerling kiest een groep.

Artikel 5 (artikel 5, laatste lid, van het ontwerp).

Er mag een beroep worden gedaan op specialisten om, in ten hoogste achttien lestijden per jaar, voordrachten te houden over onderwerpen die verband houden met de voorgeschreven leerstof.

HOOFDSTUK III. - TOELATINGSVOORWAARDEN.

Artikel 6 (artikel 2 van het ontwerp).

Om als regelmatig leerling tot het eerste jaar te kunnen worden toegelaten, moet men :

1° houder zijn ... ;

2° of achttien jaar worden uiterlijk op 31 december van het jaar waarin het toelatingsexamen voor de commissie, bedoeld in artikel 31 van het koninklijk besluit van 14 november 1962, wordt ingericht, en voor dat examen slagen.

HOOFDSTUK IV. - BEKRACHTIGING VAN DE STUDIE.

Artikel 7 (artikel 3, partim, en artikel 6 van het ontwerp).

Er zijn drie eindejaarsexamens en een eindexamen.

De eindejaarsexamens ... (artikel 6)...

Artikel 8 (artikel 7 van het ontwerp).

Het eindexamen bestaat uit :

1° het indienen van een persoonlijke en kritische verhandeling over maatschappelijk onderzoek of maatschappelijke waarneming betreffende een onderwerp in verband met de geleide stages van het derde jaar;

2° het bespreken van die verhandeling voor de examencommissie en een ondervraging daarover.

.../...

Artikelen 9 tot 12 (artikelen 8 tot 11 van het ontwerp, met dien verstande dat de verwijzing in artikel 8, 2°, wordt gewijzigd).

...

Artikel 13 (artikel 12 van het ontwerp).

De diploma's mogen eerst worden afgegeven nadat ze door een gemachtigde van de Minister van Nationale Opvoeding en door een gemachtigde van de Minister van Justitie getekend, en met het zegel van het Ministerie van Nationale Opvoeding en dat van het Ministerie van Justitie bekleed zijn.

HOOFDSTUK V. - INRICHTINGEN EN AFDELINGEN.

Artikelen 14 en 15 (artikelen 13 en 14 van het ontwerp).

... (zie advies)...

Artikel 16 (artikel 16 van het ontwerp).

...

HOOFDSTUK VI.- CENTRALE EXAMENCOMMISSIE.

Artikel 17 (artikel 17 van het ontwerp).

De voorzitter, de ondervoorzitter, de leden en de secretaris van de afdeling van de centrale commissie, belast met het afnemen van het examen voor toelating tot de studierichting maatschappelijk assistent, worden benoemd door de Minister van Nationale Opvoeding in overeenstemming met de Minister van Justitie.

.../...

Artikel 18 (artikel 18 van het ontwerp).

...

HOOFDSTUK VII. - OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 19 (artikel 20 van het ontwerp).

De voorbereidende afdelingen, door de Staat opgericht krachtens artikel 29 van het koninklijk besluit van 28 februari 1952, worden afgeschaft uiterlijk drie jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

De Staatstoelagen voor de andere voorbereidende afdelingen worden afgeschaft binnen dezelfde termijn.

Artikel 20 (artikel 21 van het ontwerp).

... (zie advies) ...

Artikel 21 (artikel 22 van het ontwerp).

De leerlingen die op grond van artikel 7 van het koninklijk besluit van 28 februari 1952 tot de lessen zijn toegelaten en deze bij de inwerkingtreding van dit besluit sedert een jaar hebben gevolgd, mogen, mits zij niet vrijwillig onderbreken, hun studie voortzetten en voltooien, zonder aan de voorschriften van artikel 6 van dit besluit te hebben voldaan.

.../...

HOOFDSTUK VIII. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 22 (artikel 23 van het ontwerp).

... (zie advies) ...

Artikel 23 (artikel 19 van het ontwerp).

Het koninklijk besluit van 28 februari 1952 tot regeling van het onderwijs van maatschappelijk dienstbetoon, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 november 1953 en 16 augustus 1963, wordt opgeheven.

Artikel 24 (artikel 24 van het ontwerp).

...".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	G. ARONSTEIN, F. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. SAROT, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. SAROT, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.